

Israël vient de fêter ses 60 ans d'existence. Mais six mois après Annapolis, la perspective d'une paix juste au Proche-Orient semble plus lointaine que jamais. Les dirigeants politiques israéliens cultivent dangereusement le sentiment d'encerclement dans lequel baigne la population juive. En Palestine occupée, le désespoir va grandissant. Et, comme d'habitude, la « communauté internationale » regarde ailleurs...

En visite au Proche-Orient, George Bush a réaffirmé le 18 mai son engagement à atteindre avant janvier un accord de paix prévoyant la création d'un Etat palestinien, cela dans le suivi de la conférence d'Annapolis. Au cours de celle-ci, en novembre dernier, Israéliens et Palestiniens s'étaient engagés à essayer de s'entendre d'ici janvier 2009.

C'est peu dire, les rodomontades du président américain provoquent un scepticisme croissant. Les Palestiniens ont été consternés que le futur ex-locataire de la Maison Blanche n'ait consacré pratiquement aucune référence à leurs aspirations à l'occasion de son discours devant la Knesset. Pas plus qu'il n'a exhorté les Israéliens à faire des compromis. Toujours aussi « prophétique », il a au contraire salué Israël comme « la patrie du peuple élu » et promis que les Israéliens pourraient toujours compter sur le soutien américain. Mais le jour même où Israël fêtait ses soixante années d'existence, le 14 mai, une roquette Katioucha palestinienne tombait sur un centre commercial à Ashkelon, au sud du pays. La routine.

« Alors que l'Etat juif a été créé pour assurer la sécurité du peuple juif, la peur est toujours un sentiment dominant au sein de la population. Les gouvernements qui se sont succédé ne sont pas parvenus à réduire cette anxiété » notait le correspondant du Monde, Michel Bôle-Richard. Citant Dan Rabinowitz, professeur de sociologie et d'anthropologie à l'université de Tel-Aviv : « Nous n'avons pas réussi à briser le sentiment d'encerclement. Nous essayons de tout contrôler mais cela ne fait pas disparaître le problème »

La guerre, encore et toujours

« La guerre continue. C'est une guerre de soixante ans. Si quelqu'un nous avait dit que soixante ans après ce serait la même guerre, qu'elle dominerait nos vies, serait à la une de la presse et des journaux télévisés, nous n'aurions pas cru cette personne. En réalité c'est une ombre qui recouvre tout ce qu'on a pu faire » regrette Uri Avnery, vétéran de la guerre de 1948 et militant de la paix. « Le problème est qu'après cinq générations de guerre, il y a une haine qui s'est instaurée, des stéréotypes qui ont la vie dure et donc la pensée ancrée qu'il n'est pas possible d'arriver à la paix. Il faut justement convaincre le peuple israélien que c'est possible, montrer que les Palestiniens et les Arabes veulent la paix autant que nous. Pour cela, il faut une nouvelle conscience et un nouveau leadership politique. »

En attendant, Israël reste le pays de l'obsession sécuritaire, l'alpha et l'oméga de sa politique extérieure. Et donc, côté palestinien, l'espoir se meurt et une utopie refait surface, celle d'un Etat unique sur l'ensemble du territoire occupé aujourd'hui par Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza. D'une structure binationale où juifs et arabes cohabiteraient sur un pied d'égalité. Une illusion qui, devant la cruauté des faits, consacre chez certains intellectuels l'abandon du rêve fondateur, celui d'un Etat palestinien à part entière vivant en paix aux côtés d'Israël.

« L'Etat unique existe d'ores et déjà sur le terrain » affirme Hazem Kawasmi, un économiste de Jérusalem, selon lequel ce débat gagne en importance dans des cercles politiques des territoires occupés : « Avec les colonies, le mur et les checkpoints, les Israéliens ont tué toute possibilité de créer un Etat palestinien. Le modèle 'un homme, une voix' est pour les juifs et les Arabes une solution "gagnant-gagnant", la seule à même d'éviter un bain de sang », Le 15 mai, jour de commémoration de la « Naqba » (la « Catastrophe », nom donné à l'exode forcé de 700 000 Palestiniens lors de la création d'Israël en 1948), Kawasmi a cosigné à Jérusalem un manifeste en faveur de cette idée. Un concept unimaginable pour la quasi-totalité des Israéliens.

Sur le terrain, en attendant, tout continue comme avant. Les images du conflit, avec les morts presque quotidiens, ne disent plus rien, créent l'accoutumance, voire dissimulent les vrais enjeux. Pourtant, on ne peut pas passer le drame du Proche-Orient par pertes et profits, en cette période anniversaire de la création de l'Etat d'Israël.

D'abord, parce que nous sommes là dans la région du monde où le droit international est le plus ouvertement bafoué. Et que les causes du conflit sont connues, les décisions à appliquer pour en sortir également.

¹ Analyse parue dans le N° 345 du *Journal du mardi*, 3 juin 2008.

Il s'agit donc de considérer Israël pour ce qu'il est, un Etat parmi d'autres, soumis aux mêmes obligations et partant, responsable de ses choix politiques devant la communauté internationale. Choix, d'ailleurs, dont ses dirigeants successifs ne font pas mystère. Et, partant, de rendre ses droits à l'Histoire : la création de l'Etat hébreu en 1948 et sous l'égide de l'ONU est allée de pair avec l'expulsion de la majorité des Palestiniens de leur pays. Israël est certes un fait que personne ne peut contester. Ce qui est condamnable, c'est une occupation arbitraire et illégale. Une situation traumatisante qui prolonge depuis des décennies ses effets dans une zone de la planète lourde de tensions. Une situation dont tout le monde a finalement intérêt à sortir parce que sans règlement de ce conflit, il n'y aura jamais de paix dans une région qui se trouve aux frontières de l'Europe et mérite tout autant l'attention de nos élites occidentales que le Kosovo ou le Tibet.

« Dire la réalité »

Cela étant posé, un état des lieux s'impose : six mois après la mise en route du « processus de paix » initié à Annapolis, où en est-on ? Le président palestinien, Mahmoud Abbas a rencontré à plusieurs reprises le premier ministre israélien, Ehoud Olmert. Rien de concret n'en est sorti à ce jour. Les divergences restent intactes sur les questions essentielles. Les négociateurs palestiniens constatent que les Israéliens continuent à « transformer la Cisjordanie en une grande prison comme la bande de Gaza ». Selon un sondage publié à la fin du mois de mars par un institut de Ramallah, 80 % des Palestiniens estiment donc que les négociations vont échouer et 68 % jugent « nulles ou très faibles » les chances de création d'un Etat palestinien d'ici cinq ans. Plus grave encore, 84 % ont approuvé l'attentat contre l'école talmudique à Jérusalem, qui a fait huit morts le 6 mars, et 64 % soutiennent le lancement de roquettes depuis la bande de Gaza en direction d'Israël.

De retour d'un voyage dans la région, le philosophe français Régis Debray, notait récemment avec amertume : « j'ai constaté l'application d'un programme qui s'exécute, sans fanfare ni journalistes, et qui consiste simplement à aller jusqu'à la frontière (des terres promises à la Palestine) : le Jourdain. Ainsi se développe, non de façon machiavélique, mais de façon à la fois vitale, spontanée, inexorable, une colonisation doublée de travaux d'infrastructures, de captation d'eau, d'occupation des hauteurs, de raccordements d'une colonie à l'autre, ... bref, un processus qui est un rouleau compresseur et qui ne correspond pas du tout à l'image qu'on a à l'extérieur. Face à cette réalité, je me trouve devant cette difficulté : faut-il laisser le ronron diplomatique-médiatique nous dire que ' d'ici un an nous aurons deux États', que 'la Conférence d'Annapolis relance l'espoir de paix', ... Faut-il laisser cet écran de fumée, ou dire la réalité telle qu'elle est ? »

Une situation désespérante, donc. Qu'un ancien de l'*American Jewish Comitee* (Comité juif américain), Henry Siegman, résumait comme ceci : « Le scandale de l'impuissance de la communauté internationale à résoudre un des conflits les plus longs et les plus sanglants de l'histoire est simple : elle connaît le problème mais n'a pas le courage de dire la vérité, encore moins de l'affronter. (...) Quoi que l'on pense de tous les péchés attribués aux Palestiniens – et ils sont nombreux, y compris une direction inefficace et corrompue, l'échec dans la construction d'institutions étatiques, la violence meurtrière des groupes du refus –, il n'y a aucune perspective de créer un Etat palestinien viable et souverain d'abord et avant tout parce que les différents gouvernements israéliens depuis 1967 n'ont jamais eu l'intention de permettre l'émergence d'un tel Etat. »

Oslo est mort

Le fait est que les négociations et les accords intérimaires n'ont pas débouché sur une paix juste et durable après plus 60 ans de conflit. En 1993, les accords d'Oslo avaient pourtant mené à une reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël. Mais les questions hypersensibles des colonies, de Jérusalem-Est et des réfugiés étaient renvoyées aux calendes grecques. Les colonies ont continué à se développer à vitesse accélérée. Entre 1991 et 2000 près de 80 000 colons se sont installés, d'autres, depuis, ont suivi en masse et le phénomène d'annexion continue. Des quartiers palestiniens ont été rasés, des terres cultivables confisquées, les bouclages incessants des zones sous contrôle palestinien ont aggravé la crise sociale et les humiliations. Cette situation, dans un climat de répression, de bouclage des territoires a aggravé le cycle terrifiant des attentats et des représailles israéliennes².

A la veille des accords d'Oslo, le chef du Likoud et du gouvernement israélien Itzhak Shamir n'avait-il pas eu cette phrase éloquente : il faut qu'il y ait « beaucoup de processus de paix et pas de paix » ? Ses successeurs ont jonglé avec la formule. Sans trop de réactions, autre que de pure forme, de la communauté internationale. Dès lors, les rares contacts entre responsables israéliens et palestiniens ne vont-elles guère au-delà des questions sécuritaires. Une bonne partie des dirigeants du monde se sont désengagés du processus. La route s'est ainsi ouverte à des décisions israéliennes unilatérales,

² Selon les Nations unies, le nombre de check points en Cisjordanie a augmenté de 7% depuis septembre 2007, passant de 556 à 607. Il y en avait 376 en août 2005.

pourtant en opposition totale avec le droit international et qui, de toute évidence, ne peuvent pas déboucher sur une paix durable et juste pour les deux parties.

Oslo est mort. Et la fameuse « feuille de route », avant-dernier plan officiel en date pour tenter de sortir du conflit et auquel Annapolis fait référence, a perdu toute pertinence. D'emblée, il est vrai, le gouvernement Sharon avait vidé le texte de ses points forts en l'amendant de fond en comble. Pourquoi ? Sans doute parce que, comme l'a rappelé Shlomo Sand, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, « depuis quatre décennies, tous les gouvernements d'Israël, de droite comme de gauche, n'ont cessé d'autoriser ou d'encourager le processus de colonisation qui ronge, année après année, de nouveaux morceaux du territoire palestinien (...) L'Etat d'Israël n'a jamais reconnu une Palestine dans les frontières de 1967, pas plus qu'il n'a reconnu Al Qods (la partie arabe de Jérusalem) comme capitale de l'Etat palestinien (alors que) le mouvement national palestinien a majoritairement fini par adopter le partage de la Palestine (...et) le monde occidental se tait. »

Certes, l'armée israélienne s'est retirée de Gaza. Mais un des initiateurs du désengagement, Dov Weisglass avait éloquemment justifié cette décision unilatérale : « la signification du plan est le gel du processus de paix. Il permet d'éviter toute discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Et sur 240 000 colons, 190 000 ne seront pas déplacés » ; « Ce que nous avons fait vise à geler le processus de négociation, empêcher la création d'un Etat palestinien (...) Le désengagement est la bonne dose de formol pour qu'il n'y ait pas de négociation. »

La question démographique

Quoi que l'on pense de leur politique, les dirigeants israéliens disent, en tout cas ce qu'ils pensent et font ce qu'ils disent. Ils savent pouvoir miser sur le soutien clair et net de l'administration Bush et la politique de l'équidistance, en fait du « deux poids, deux mesures » des dirigeants européens.

Durant ses tournées, Mahmoud Abbas a souvent appelé à l'organisation d'une conférence internationale pour un règlement global du conflit israélo-palestinien, Pour une raison aussi simple qu'évidente : « Pour trouver une solution au conflit, les parties ne doivent pas être laissées seules en raison du déséquilibre qui existe entre occupants et occupés ». Et il rappelle volontiers qu'Israël entend bien « mettre la main sur la nappe phréatique palestinienne et transformer nos terres en cantons isolés. » L'eau, vitale comme les terres arables et objet de bien des convoitises. Une des principales sources de tensions derrière les contentieux strictement politiques, une des questions-clés du conflit proche-oriental. Comme la question démographique. En juillet 2006 déjà, Ilhan Pape, professeur à l'Université de Tel-Aviv, rappelait à ce propos : « La démographie est devenue la question principale sur l'agenda de la sécurité nationale israélienne. (...) Au cours des six dernières années, avec le soutien total de son électorat juif, les gouvernements israéliens successifs ont essayé d'imposer par la force ce qui pour eux est la solution idéale. Cela consiste à emprisonner un grand nombre de Palestiniens dans les enclaves en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, un contrôle total via un système d'apartheid de la minorité palestinienne en Israël, et le rejet catégorique de tout rapatriement des réfugiés palestiniens. Ce plan est entièrement soutenu par les Etats-Unis. »

L'ami américain

Alors, donc, il y eut Annapolis, sous l'égide de M. Bush. Pour rappel, le document final stipulait : « Pour poursuivre l'objectif de deux Etats, nous convenons de lancer immédiatement des négociations bilatérales de bonne foi, afin de conclure un traité de paix qui résoudra toutes les questions essentielles (...) Nous convenons de nous engager vigoureusement dans des négociations sans interruption. Nous ferons tous les efforts possibles pour conclure un accord avant la fin de 2008 ». Mais les hypothèques étaient lourdes. Comme l'a écrit le *New York Times*, si « les pourparlers visaient à conclure une entente sur les 'questions fondamentales', elles n'ont pas pu déterminer en quoi consistaient ces questions et comment les régler. »

A lire la très courte déclaration adoptée dans la petite ville du Maryland, une chose sautait aux yeux. Nulle part il n'est fait référence aux résolutions de l'ONU. Les Etats-Unis ont écarté du jeu les autres garants (ONU, Russie, Union européenne) de la « feuille de route. Bush a longuement évoqué les responsabilités palestiniennes dans la lutte contre l'extrémisme. Tout en faisant siennes les exigences ethniques israéliennes en soulignant, déjà, qu'« Israël est la patrie des juifs ». Il confirmait là la connivence entre les USA et Israël. Une constante. Rappelons une fois encore cette lettre adressée en avril 2004 par Bush à Sharon : « Au vu de la nouvelle situation sur le terrain, et de l'existence d'importants foyers de populations israéliens, il est irréaliste de penser que le résultat final des négociations de paix sera un simple retour aux lignes d'armistices de 1949. » Un soutien clair à la politique de colonisation.

Les dirigeants israéliens ne s'y sont pas trompés. Il y avait là un développement politique qui encourageait Israël à jouer encore et toujours du fait accompli.

Les Palestiniens n'ont jamais rien gagné à se retrouver seuls à table avec les Etats-Unis et les Israéliens. C'est dans ce climat de suspicion que les délégations sont censées se poursuivre. M. Abbas, comme Yasser Arafat avant lui, reste fidèle à la conviction qu'il n'y a pas d'autre option possible qu'une solution négociée pour gagner une paix juste. Pour autant, aucun leader palestinien ne se risquerait à céder sur les questions essentielles des frontières, de Jérusalem ou du retour des réfugiés. Toutes les parties le savent. « Or, ces exigences (un minimum) sont inacceptables par la direction israélienne. Le plus probable dont n'est pas une 'capitulation' de la direction palestinienne mais la poursuite de l'impasse qui dure depuis...quarante ans » a prophétisé sur son blog Alain Gresh, journaliste au *Monde diplomatique* et fin analyste du Proche-Orient. M. Olmert, lui-même, a affirmé haut et clair qu'il n'y aura pas de paix avant trente ans...

L'Europe en première ligne

Tout cela renvoie la communauté internationale à ses lourdes responsabilités. Israël mise sur la perte de crédibilité du président palestinien³ pour refuser une vraie tentative de règlement des questions-clés, au risque de renforcer encore les radicaux du Hamas⁴. Comme toujours, l'Union européenne se contente de gérer l'intendance. Les pays arabes sont divisés et affaiblis.

Un échec du processus lancé à Annapolis serait évidemment dramatique. Mais il apparaît tout aussi clairement que toute évolution qui ferait fi du droit international, des résolutions de l'ONU et de l'arrêt immédiat de la colonisation ne serait que dangereuse illusion. Tout reste à faire. Voici quelques semaines, l'ambassadeur de France Stéphane Hessel, disait dans le quotidien *Libération*, l'angoisse qu'il voulait partager avec juifs et non-juifs : « Par son interdépendance croissante qui implique un haut degré de solidarité entre ses parties, la société internationale du vingt-et-unième siècle impose aux gouvernements de chacun des Etats qui la composent une constante recherche de légitimité. (...) Pour un Etat, si fort soit-il militairement ou économiquement, perdre cette légitimité c'est mettre inévitablement en péril son avenir et en danger la sécurité de ses habitants. Or (...) quarante ans après la fin de la guerre des Six jours, Israël n'a pas trouvé un gouvernement capable d'entamer sérieusement la nécessaire négociation avec les Palestiniens qui serait en mesure de lui rendre sa légitimité, de garantir sa sécurité véritable et de lui donner un avenir. »

L'avenir dira si le pessimisme de l'ambassadeur Hessel est justifié. Annapolis ? Les affirmations de Bush ? Tout le monde sait qu'il n'y aura pas création de l'État palestinien d'ici décembre. Or, un échec de plus signifiera peut-être l'acte de décès définitif de cet État virtuel. La question est donc de savoir ce qu'on propose, comment, avec qui imaginer une initiative internationale fondée sur l'application du droit international. Sinon, le risque d'une guerre régionale grandira. Parce que le conflit israélo-palestinien s'imbrique dans les autres conflits régionaux et qu'il n'y a pas de solution partielle à leur résolution. Notre continent serait alors en première ligne.

³ A ce propos, la tenue d'une « *Palestine Investment Conference* » du 21 au 23 mai à Béthléem et sensée convaincre les investisseurs étrangers privés - y compris israéliens - de placer des capitaux dans les territoires palestiniens, s'est tenue sous étroit contrôle policier. Elle avait été précédée d'une vague d'arrestations et de mesures d'intimidation pour garantir le « bon déroulement » de la conférence. « Mais où sont-ils, tous ceux-là, lorsque les Israéliens entrent dans la ville pour arrêter ou assassiner les résistants ? Qui protègent-ils ? Nous, ou Israël ? » s'est demandé un habitant du camp voisin de Dheisheh. Lire à ce propos le blog de Julien Salingue : <http://juliensalingue.over-blog.com> en date du 23 mai.

⁴ Le 12 mai dans le quotidien britannique *The Guardian*, le responsable du Hamas Bassem Naeem a écrit : « Il doit être clair que ni le Hamas, ni le gouvernement palestinien à Gaza ne nie l'holocauste commis par les nazis ». Il s'est agi là « pas seulement d'un crime contre l'humanité, mais d'un des crimes les plus abominables de l'histoire moderne. » Mais « nous rejetons catégoriquement l'exploitation que font les sionistes de l'holocauste pour justifier leurs crimes » et « obtenir un assentiment international » à leur politique.